



Pour diffusion immédiate : 17 novembre 2025

Contact médias : Shayna Samuels, shayna@ripplestrategies.com , WhatsApp +1-718-541-4785

Plus de 50 organisations présentes à la COP 30 appellent les gouvernements du monde entier à instaurer des zones sans énergies fossiles afin de protéger les forêts et de préserver les peuples autochtones ainsi que les communautés locales.

De nouvelles cartes révèlent que des blocs pétroliers et gaziers empiètent sur 183 millions d'hectares de forêts tropicales en Amazonie, dans le bassin du Congo et en Asie du Sud-Est

(Belém, COP 30) -- Plus de 50 organisations internationales participant à la COP 30 ont publié aujourd'hui une lettre ouverte exhortant les gouvernements du monde entier à créer des zones d'exclusion aux énergies fossiles afin de protéger les forêts à haute intégrité¹ et de défendre les droits des peuples autochtones et des communautés locales. Cet appel intervient alors que [des cartes récemment publiées](#) révèlent le chevauchement de blocs pétroliers et gaziers sur plus de 183 millions d'hectares de forêts tropicales en [Amazonie](#), dans [la région du Congo](#) et [en Asie du Sud-Est](#), une menace qui exige une action immédiate lors de cette « COP de la forêt ». Les cartes peuvent être téléchargées [ici](#). Les groupes qui ont signé la lettre sont les suivants : Clima Info, Earth Insight, Fossil Fuel Treaty, Global Alliance of Territorial Communities (GATC), LINGO, Parliamentarians for a Fossil Free Future et Oil Change International. La lettre complète et la liste des signataires sont disponibles [ici](#).

La COP 30, qui se tient à Belém, au cœur de l'Amazonie, représente un moment critique pour la protection des forêts. Comme l'a souligné le président Lula lors de l'ouverture de la

¹Les forêts à haute intégrité désignent les forêts intactes telles que définies par [Vancutsem et al. \(2021\)](#). Cette définition a été élaborée pour les forêts tropicales, mais pourrait être adaptée aux forêts tempérées et boréales.

conférence, « les yeux du monde entier sont tournés vers Belém avec d'immenses attentes ». La lettre des organisations répond à [l'appel de Lula en faveur de l'adoption de feuilles de route visant à inverser la déforestation et à surmonter notre dépendance aux combustibles fossiles](#), en proposant une première mesure concrète : mettre un terme à l'expansion des combustibles fossiles dans les écosystèmes forestiers les plus critiques de la planète. D'autres organisations continuent de signer la lettre ouverte [ici](#).

« Une première mesure évidente pour donner suite à cet appel consiste à mettre fin à l'expansion des combustibles fossiles dans les forêts de haute intégrité, afin d'éviter la construction de routes, de pipelines et d'infrastructures qui accompagnent inévitablement l'extraction et entraînent déforestation ainsi que violations des droits des peuples autochtones et des communautés locales qui protègent ces écosystèmes depuis des générations », indique la lettre.

L'urgence est évidente. Les forêts tropicales absorbent environ [un quart de l'ensemble des émissions de dioxyde de carbone chaque année](#), en stockant de grandes quantités dans les arbres et les sols en tant que régulateurs climatiques naturels. Pourtant, l'exploitation pétrolière et gazière menace 21 % des forêts tropicales à haute intégrité dans trois des régions forestières tropicales les plus critiques au monde. Déclarer hors limites les réserves prouvées de pétrole, de gaz et de charbon sous les forêts tropicales et subtropicales permettrait d'éviter le rejet de près de [317 milliards de tonnes de CO₂](#), soit 1,3 fois plus que [le budget carbone](#) restant pour limiter le réchauffement à [1,5 °C](#).

« Nous devons mettre un terme définitif à l'empiètement de l'industrie des combustibles fossiles sur les forêts de haute intégrité, qui constituent des remparts essentiels contre une crise climatique incontrôlable, et défendre les droits des peuples autochtones et des communautés locales dont les savoirs ancestraux restent les moyens de conservation les plus efficaces », écrivent les organisations.

Les enjeux dans les trois plus grandes régions forestières tropicales

L'analyse réalisée aujourd'hui révèle que les blocs pétroliers et gaziers empiètent sur des forêts à haute intégrité dans trois régions critiques, mettant en péril les puits de carbone les plus importants au monde. L'expansion des énergies fossiles peut ouvrir la voie à la déforestation, car les routes pétrolières et gazières construites dans des forêts intactes constituent souvent la « [première](#) coupe » qui s'étend jusqu'à [10 km](#) à la ronde. L'exploitation pétrolière et gazière nuit également à la santé des peuples autochtones et des communautés locales en polluant les rivières par des déversements et l'air par le torchage du gaz.

Principales conclusions des nouvelles analyses cartographiques par région :

- **Région amazonienne** - L'Amazonie approche d'un [point de basculement](#) sous l'effet de l'expansion industrielle. Actuellement, 74 millions d'hectares (14 %) de forêts à haute intégrité et 31 millions d'hectares (12 %) de terres appartenant à des peuples autochtones et à des communautés locales chevauchent des blocs pétroliers et gaziers. L'expansion des industries pétrolières, gazières et extractives est particulièrement préoccupante pour les peuples autochtones les plus vulnérables : ceux qui vivent en isolement volontaire et en contact initial, également appelés PIACI, dans la région amazonienne. Au Pérou, comme le montre la cartographie [d'un](#) autre [rapport sur les menaces](#), les blocs pétroliers et gaziers chevauchent 21 % des réserves PIACI existantes et proposées.

- **Région du Congo** - Le bassin du Congo en Afrique, qui perd 3,9 millions d'hectares de forêt chaque année, est confronté à des risques tout aussi graves. Une [motion récente de l'UICN](#) exhorte les gouvernements à maintenir au moins 74 % de l'intégrité des forêts et à interdire les industries extractives dans les zones les plus vierges. Pourtant, 72,5 millions d'hectares (40 %) de forêts à haute intégrité et 38 % des forêts communautaires sont déjà chevauchés par des blocs pétroliers et gaziers.
- **Asie du Sud-Est** - En Asie du Sud-Est, la déforestation liée à l'expansion des activités extractives continue d'éroder la biodiversité. Environ 14 % des zones clés pour la biodiversité et 36,8 millions d'hectares (37 %) de forêts à haute intégrité sont actuellement recouverts par des concessions pétrolières et gazières.

Une dynamique croissante en faveur de forêts sans énergies fossiles

La lettre s'appuie sur une dynamique mondiale en croissance. [Des plateformes dirigées par des peuples autochtones](#) ont déjà appelé à l'exclusion des combustibles fossiles de leurs territoires, et des organisations de la société civile font pression pour défendre les [Caraïbes](#), le [Triangle de corail](#) et [les zones protégées](#) contre les combustibles fossiles. Il y a quelques semaines à peine, les pays participants au Congrès mondial de la nature 2025 de l'UICN ont étendu leur soutien à une [Amazonie](#) sans énergies fossiles dans le [bassin du Congo](#) et [ont demandé à la Commission mondiale du droit de l'environnement](#) d'évaluer un [traité de non-prolifération des énergies fossiles](#).

Dans la région amazonienne en particulier, des projets de loi coordonnés ont été présentés au [Brésil](#), [en Colombie](#), [au Pérou](#), [en Équateur](#) et en [Bolivie](#) par les parlementaires pour un avenir sans énergies fossiles, afin d'interdire leur expansion. La Colombie a également déclaré l'Amazonie une [zone de ressources naturelles renouvelables](#), ce qui [interdirait toute nouvelle extraction de pétrole et de minéraux](#) – un exemple que d'autres pays peuvent suivre pour établir des zones sans énergies fossiles. **La dynamique croissante en faveur des forêts sans énergies fossiles est essentielle, tout comme [les efforts plus larges](#) visant à lutter contre les pressions extractives supplémentaires et les facteurs de déforestation.**

Une transition juste nécessite des mesures

La lettre des organisations souligne que la création de zones sans énergies fossiles est essentielle pour parvenir à une transition juste et appelle les pays développés à mobiliser les ressources nécessaires pour indemniser les pays en développement et soutenir la mise en place de telles zones.

« Le président Lula a ouvert la COP 30 en nous rappelant à tous que « les yeux du monde entier sont tournés vers Belém avec une immense attente » alors qu'une COP se tient au cœur de l'Amazonie », conclut la lettre. « Mais il ne peut y avoir de protection des forêts ni de transition juste sans mettre fin à l'empiètement de l'industrie des combustibles fossiles sur les forêts et leurs gardiens. Mettre un terme à son expansion et garantir les moyens de mise en œuvre constituerait une première étape audacieuse. Le monde nous observe. Les peuples autochtones, les communautés locales et les générations futures comptent sur nous tous. »

